

# La Fondation rurale de l'Afrique de l'Ouest mise sur les organisations communautaires



2001-02-16

*Stephen Dale*

[Photo : Construction d'un barrage dans la vallée de Djibanar.]

Pendant de nombreuses années, l'avenir était incertain pour les agriculteurs de la vallée de Djibanar, au Sénégal : l'eau de mer affluant vers leurs terres dégradait les sols et rendait la riziculture, qu'ils pratiquaient depuis toujours, presque impossible. Le conflit armé qui sévissait dans la région et l'incapacité des gouvernements, à court d'argent, de prendre les mesures voulues pour remettre en état l'environnement ont envenimé la situation.

Mais depuis que la [Fondation rurale de l'Afrique de l'Ouest](#) (FRAO) a commencé à mobiliser les collectivités locales, en 1995, l'avenir paraît moins sombre. *Ce qui nous intéresse surtout, c'est de renforcer la capacité des organisations locales afin qu'elles puissent négocier avec d'autres parties et faire un travail efficace*, a indiqué [Adama Ndiaye](#), agent de vulgarisation agricole à la FRAO, lors d'un exposé fait avec un de ses collègues, [Ngagne M'Bao](#), au siège du CRDI à Ottawa.

## **L'approche de la FRAO**

Le projet Djibanar, qui vise à atténuer les effets de la salinisation du sol sur les cultures agricoles, illustre bien le style de travail de la FRAO. Basée à Dakar, au Sénégal, la Fondation (dont le personnel est entièrement composé d'Africains) offre des subventions et de l'aide technique à des organisations communautaires de cinq pays : le Sénégal, la Gambie, la Guinée-Bissau, la République de Guinée et le Mali. Faisant appel aux méthodes participatives, la FRAO cherche à limiter l'incidence des compressions des services gouvernementaux en améliorant les capacités techniques et administratives des organisations locales, et en travaillant avec elles à la conception de projets qui puissent redresser la situation. La Fondation s'est engagée à aider les entrepreneurs ruraux (par l'acquisition de compétences), à améliorer la situation des femmes, à accroître l'efficacité des gouvernements locaux et à promouvoir l'intégration régionale afin de favoriser la collaboration entre les organisations non gouvernementales (ONG) et les gouvernements locaux des pays où elle intervient.

Le Programme de recherche et d'appui aux associations paysannes (PRAAP), qui a précédé le FRAO, avait été créé en 1990 pour faire face à la crise financière des années 1980 durant laquelle les gouvernements nationaux avaient supprimé la majorité des services aux régions rurales. Pendant cette période, bon nombre des services essentiels ont dû être assurés par des ONG des villages. Toutefois, comme la plupart d'entre elles étaient dépourvues des compétences organisationnelles nécessaires, des spécialistes du développement ont souligné la nécessité de créer un nouveau genre d'institution en vue de transférer la responsabilité à des organismes communautaires capables de s'acquitter avec perspicacité de la planification ainsi que des tâches administratives et financières.

### **Une fondation typiquement africaine**

En 1993, après trois années d'expérience, le PRAAP donnait naissance à la FRAO — une fondation dirigée par des Africains qui devait gérer ses activités avec la même vigilance que les organismes donateurs du Nord. (La FRAO a bénéficié de l'aide financière et technique du Centre de recherches pour le développement international [CRDI], de l'ONG suisse Innovations et réseau pour le développement [IRED] et de la Fondation Ford.)

Lors de la réunion tenue au CRDI, Ndiaye et M'Bao ont expliqué en quoi les principes participatifs sur lesquels s'est fondée la FRAO pour poser son diagnostic et concevoir son projet ont donné des résultats impressionnants compte tenu des dépenses somme toute modestes qui ont été engagées. Ndiaye a rappelé que des groupes locaux de la vallée de Djibanar avaient demandé l'aide de la FRAO pour atteindre deux objectifs : restaurer des barrages et en construire deux nouveaux afin de freiner la salinisation permanente de leurs terres, et tester de nouvelles variétés de riz plus susceptibles de croître dans des sols salins. Comme dans d'autres régions de l'ouest du Sénégal, les cours d'eau de la vallée de Djibanar se trouvent à peu près au même niveau que la mer. C'est ainsi que, lorsque la sécheresse abaisse le niveau des eaux fluviales, l'eau de mer envahit les terres, laissant des dépôts de sel dans les champs où se pratique la riziculture.

### **Un diagnostic participatif**

Appliquant ses principes à ce problème, la FRAO a procédé à un « diagnostic participatif ». Les analystes de Dakar ont passé une semaine dans la vallée pour mieux saisir le problème dans son contexte. Ils en ont conclu qu'il ne serait plus possible de faire deux récoltes de riz par année. Ndiaye a aussi pu constater que les villageois étaient bien conscients du fait que le projet de remise en valeur avait ses limites.

Les négociations et la planification formaient la seconde étape du projet. On a mis au jour les faiblesses des organisations locales et on a tenté d'y remédier; des représentants des villages ont pris part aux réunions de négociations; et un hydrologue a été chargé du gros des travaux techniques. On a ainsi créé un sentiment de solidarité parmi les habitants de la vallée, ce qui s'est avéré précieux lors de la troisième étape alors que les participants au projet ont mis au point un système pour la gestion commune des ressources hydriques locales. Les barrages existants ont été restaurés et on en a construit deux nouveaux afin de réduire les dommages dans une zone de 200 hectares de terres salines.

### **Les négociations**

Entre-temps, il fallait en arriver à une entente sur les dates d'ouverture et de fermeture des barrages ainsi que sur le mode de possession des terres, le projet pouvant entraîner des gains ou des pertes pour les paysans, selon l'emplacement de leur terre. Pour assurer le succès du projet de mise en valeur de la vallée, il fallait aussi assurer l'équité de cette « équation gain-perte », en partie en

redistribuant parmi les participants les terres de la zone saline et, en partie, en confiant la prise de décisions à un nouvel organisme de la gestion des eaux.

Une fois le programme de gestion des eaux mis en place, une équipe formée de représentants de la FRAO ainsi que de chercheurs d'établissements nationaux et régionaux a mis à profit les principes de la recherche participative pour tester de nouvelles variétés de céréales afin que les villageois, ayant désormais les compétences nécessaires, s'engagent à procéder eux-mêmes à l'évaluation de ces nouvelles variétés et à les semer dans leurs champs. En 1996 toutefois, alors que le projet progressait (après quelques années de calme relatif), une insurrection vieille de 17 ans refit surface. Les chercheurs ont néanmoins réussi à mener le projet à bien. Même s'il a fallu délaissier les villages pour tenir les réunions dans un grand centre, le conflit n'a pas fait déroger les participants à leur objectif de stopper la salinisation, et les supporters du gouvernement comme les partisans des rebelles se sont présentés aux assemblées publiques.

### **Lentement mais sûrement**

Enfin, conclut Ndiaye, le projet Djibanar a réussi à gérer une situation qui aurait pu être catastrophique pour l'environnement avec un budget fort modeste : 20 millions de francs CFA, soit 40 000 \$ CAN. Il estime que le succès du projet est dû principalement à l'engagement de la FRAO de travailler à un rythme raisonnable et de consulter tous les intervenants. *Nous croyons que pour être efficaces, il faut avancer lentement mais sûrement. C'est toujours ce que nous avons professé et nous n'avons eu qu'à nous en féliciter.*

*Stephen Dale est un rédacteur basé à Ottawa. (Photo : gracieuseté de la FRAO)*

[Projet de référence du CRDI # 93815800]

*Cet article vous inspire des commentaires ? Nous les recevrons avec plaisir à [info@idrc.ca](mailto:info@idrc.ca)*

---

### **Renseignements :**

**Ngagne M'Bao**, agent de programme, Fondation rurale de l'Afrique de l'Ouest, 4318-Allées Seydou Nourou Tall, CP 13 Dakar-Fann, Dakar, Sénégal, tél. : (+221) 825.49.53 ou 824.14.00; téléc. : (+221) 824.57.55; courriel : [warfmbo@cyg.sn](mailto:warfmbo@cyg.sn)

**Adama Ndiaye**, agent de vulgarisation agricole, Fondation rurale de l'Afrique de l'Ouest, 4318-Allées Seydou Nourou Tall, CP 13 Dakar-Fann, Dakar, Sénégal; courriel : [warfand@cyg.sn](mailto:warfand@cyg.sn)

---

### **Des liens à explorer ...**

[La lutte contre la désertification au Kenya](#), par Mike Crawley

[Les plantes de couverture pour améliorer la fertilité des sols en Afrique](#), par John Eberlee

[La régénération des sols dans l'ouest du Kenya](#), par Miguel Legault

[Les résidus urbains au secours des sols dégradés en Inde](#), par Keane Shore

[Prévenir le ravinement au Nigéria](#), par Stephen Dale

---

**Le *CRDI Explore* dans votre courrier ?**

Le *CRDI Explore* est également disponible par courrier électronique. Pour recevoir chaque semaine le plus récent article, envoyez un message à [lyris@lyris.idrc.ca](mailto:lyris@lyris.idrc.ca) et inscrivez dans le corps du message SUBSCRIBE EXPLORE-DL PRÉNOM NOM. Bonne lecture !